



PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2009

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Jazeneuil
<u>Captage(s) :</u>	<i>Forage infra_toarcien de «La Roche Perrin»</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEPA de LUSIGNAN

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 30/09/2000

Arrêté de DUP : 22/09/2004

Inscription aux Hypothèques : 04/04/2005

Pièces jointes à ce document :

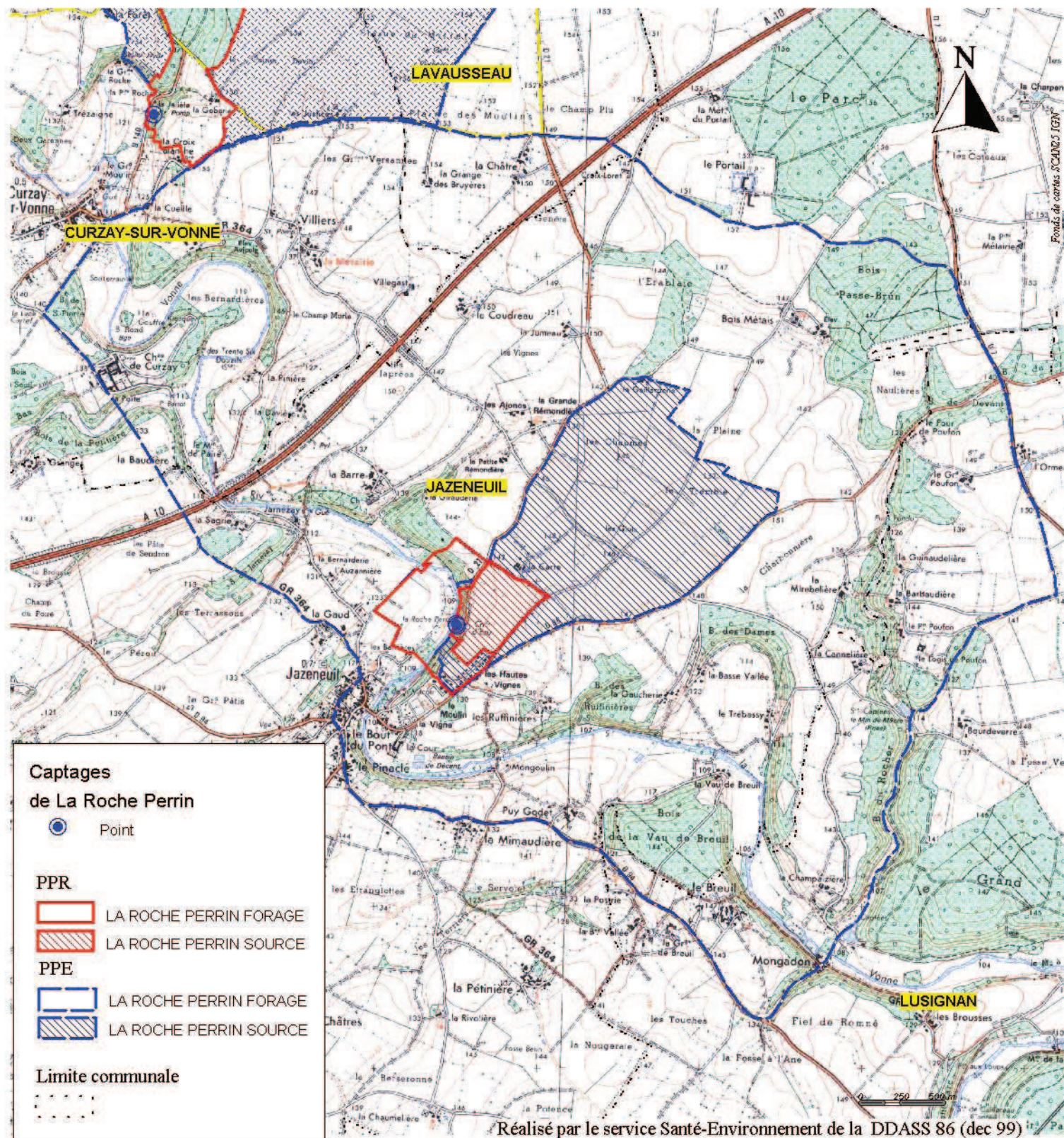
- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté préfectoral de DUP
- Analyse de l'eau brute
 - Analyse complète
 - Tableau de synthèse
- Avis hydrogéologique

Commune de Jazeneuil

Périmètres de protection des captages de la Roche Perrin

Maîtres d'ouvrage : SIAEP de LUSIGNAN

Gestionnaires : SIAEP de LUSIGNAN





PREFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2004/DDAF/SFEE/550

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

en date du 22 SEP. 2004

Autorisant le prélèvement des eaux du forage de "La Roche Perrin, situé sur le territoire de la commune de Jazeneuil par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de la Région de Lusignan et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à l'exploitation et à la distribution de cette ressource en eau destinée à la consommation humaine,
- à la dérivation de ces eaux souterraines,
- aux périmètres de protection du forage de "La Roche Perrin, situé sur le territoire de la commune de Jazeneuil

**Le préfet de la région Poitou-Charentes
préfet de la Vienne
officier de la légion d'honneur,
officier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU les décrets n° 89-3 du 3 janvier 1989 (modifié par les décrets du 10 avril 1990, du 7 mars 1991 et du 5 avril 1995) et n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 1968 modifié fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des forages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date de septembre 2000 ;

VU l'avis de la commission des forages du 13 décembre 2000 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du comité du S.I.A.E.P.A. de la Région de Lusignan en date du 12 décembre 2000, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines à "La Roche Perrin" au lieu-dit "Les Terriers" (Commune de Jazeneuil) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce forage ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 30 avril 2003 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-D2/B3-289 du 22 octobre 2003 prescrivant l'ouverture du 17/11/03 au 19/12/03, sur la commune de Jazeneuil, des enquêtes conjointes :

- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,
- * préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du forage,
- * parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 27 mai 2004

CONSIDERANT les observations orales de monsieur le président du S.I.A.E.P.A. de la Région de Lusignan sur le projet d'arrêté ;

SUR proposition de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

ARTICLE 1

- A) Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du forage de "La Roche Perrin", commune de Jazeneuil ;
- B) Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P.A. de la Région de Lusignan relatifs :
- ✓ au forage de "La Roche Perrin", commune de Jazeneuil,
 - ✓ à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine,
 - ✓ à la création de périmètres de protection de ce forage et l'institution des servitudes afférentes.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

Le S.I.A.E.P.A de la Région de Lusignan est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines, recueillies par le forage de "La Roche Perrin", réalisé sur le territoire de la commune de Jazeneuil.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder **50 m³/heure (soit 1000 m³/j)**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 5

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur les extraits de carte annexées au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne une partie de la parcelle n° 825 de la section G (surface concernée de 330 m²) sur la commune de Jazeneuil.

Le terrain est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos, protégé contre les eaux extérieures.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement fauché et débarrassé des produits de coupe.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur la commune de Jazeneuil, il couvre une superficie de 52 ha environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et faisant l'objet d'une réglementation spécifique à respecter à l'intérieur des périmètres de protection.

Activités interdites :

- La création de forage ou de puits captant la même ressource (aquifère infratoarcien) quel que soit son débit prévisionnel d'exploitation.

- La création de forage captant la nappe de l'Infratoarcien autre que pour l'AEP.

Les points d'eau existants doivent faire l'objet de vérifications : profondeur, nappe captée, état des tubages et des cimentations, protection de la tête vis à vis des infiltrations superficielles,...

Ils ne doivent pas constituer des points de pollution ponctuels de la nappe infratoarcienne. Ils doivent être entretenus et maintenus en permanence fermés par des plaques ou capots cadénassés.

En aucun cas, ils ne doivent être utilisés pour recevoir des eaux de drainage, des eaux usées ou de quelque nature que ce soit.

Tout ouvrage abandonné doit être rebouché dans les règles de l'art, par cimentation immédiate après la mise en place des périmètres.

En aucun cas, un ouvrage ne doit mélanger les eaux de la nappe supérieure (calcaires du Dogger mais aussi nappes perchées superficielles) avec celles de la nappe de l'Infratoarcien. Il doit être étanche depuis la surface jusqu'au sommet des marnes du Toarcien ou au contraire la partie captante de l'Infratoarcien doit être rebouchée.

Ces interventions ainsi que les autres aménagements nécessaires doivent être réalisés dans les règles de l'art immédiatement après la mise en place des périmètres de protection.

- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs.

Sont soumis à une réglementation spécifique :

- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ne pourront être envisagées que dans les formations superficielles ou les calcaires du Dogger.

En aucun cas, celles-ci ne pourront exploiter les terrains sous-jacents (marnes du Toarcien, calcaires et dolomies de l'Infratoarcien,...). Toutes les dispositions devront être prises pour qu'elles ne génèrent pas de pollution des eaux souterraines.

- L'ouverture d'excavations autres que carrières et gravières.

L'ouverture d'excavations pour des travaux liés à la construction, au passage de canalisations ou de voies de communication.

Elles ne devront pas atteindre les marnes toarciennes. On veillera à ce qu'elles ne génèrent aucune pollution des eaux souterraines.

- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.

Le remblaiement des éventuelles excavations existantes ou à venir ne pourra s'effectuer qu'avec des matériaux inertes et non solubles.

- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

Le radier des constructions superficielles ou souterraines ne devra pas atteindre les marnes toarciennes.

- L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées.

Les ouvrages de transport d'eaux usées brute ou épurées d'origine industrielle devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel est le cas, ils devront être étanches et leur étanchéité contrôlée tous les 3 ans. Les ouvrages de transport d'eaux usées domestiques sont soumis à la réglementation générale.

Sont soumis particulièrement à la réglementation générale :

- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux.
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux destinées à l'usage domestique.
- Les installations de stockage d'eaux usées industrielles ou de tous autres produits chimiques.
- Les installations de stockage de matières fermentescibles, fumier, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés.
- L'épandage et l'infiltration d'eaux usées domestiques. Les dispositifs d'assainissement seront conformes à la réglementation en vigueur.
- Les épandages de produits fertilisants et de traitement des cultures.
- L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire, dans le respect de la réglementation en vigueur.
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres.
- Le pacage des animaux.
- Les abreuvoirs ou abris destinés au bétail.
- Le déboisement. Il est toutefois déconseillé afin de préserver l'environnement privilégié actuel du point d'eau (à l'exception des coupes d'entretien des bois).

- La création d'étangs. Il est conseillé de maintenir les plans d'eau propres, entretenus sans générer de contamination des eaux souterraines ou superficielles.
- Le camping et le stationnement de caravanes.
- La construction et la modification des voies de communication. On veillera à ce qu'elles n'entraînent pas de contamination des eaux souterraines.

D'une manière générale, toute création d'activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux infratoarciennes à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée est la zone d'alimentation du forage de "La Roche Perrin".

Sa superficie représente environ 2000 ha et s'étend sur les communes de Jazeneuil, Curzay sur Vonne, et Lusignan.

ARTICLE 6 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5 dans un délai de 3 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 5.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- * la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- * les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;
- * il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par le géologue officiel, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 5.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 8

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 9- SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

ARTICLE 10

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

ARTICLE 12

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 13

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 – INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Jazeneuil, un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) – 20 rue de la Providence – BP 523 – 86020 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 15 – RECOURS

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

ARTICLE 16 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement de la Région de Lusignan, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 22 SEP. 2004

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
De la Préfecture de la Vienne



François PENY

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forages captant la nappe de l'Infratoarcien autre que pour l'IAEP	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		X			X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et gravières		X			X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'ordures, de déchets, de produits radioactifs	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, autres que ceux de la rubrique 7			X		X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique			X		X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux des rubriques 9, 11 et 12			X		X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques, ou de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique			X		X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 13			X		X
15	L'épandage et l'infiltration de lièges, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire			X		X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoir ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement			X		X
21	La création d'étangs			X		X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X		X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		X

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Vienne

François PENY



SECTION G1

SECTION ZM

SECTION G2

SECTION G1

SECTION ZM

G1

LES AIRoux

LE ROC

LES PRES DU ROC
(Rivière)

LES HAUTES VIGNES

LA NOUGERAIE

LE MOULIN NEUF

LE MORBU

LA MALADERIE

LES CHAMPS DE LA CARTE

LA CARTE



DALIMENT



Tél : 05-49-44-83-71

Fax : 05-49-44-83-91

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINES A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Cuzay-sur-Vonne (86)
<u>Captage(s) :</u>	<i>Forage infra-toarcien de « La Forêt »</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEPA de LUSIGNAN

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 10/03/2008

Arrêté de DUP : 21/07/2010

Inscription aux Hypothèques :

Pièces jointes à ce document :

- Arrêté de DUP
- Avis hydrogéologique



PREFET DE LA VIENNE

Agence Régionale de Santé

Poitou-Charentes

Direction de la Santé Publique

Vigilances et sécurités de l'environnement
et des milieux de la Vienne

ARRÊTÉ N° 2010/ARS/VSEM/012

en date du **21 Juillet 2010**

Autorisant le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement (S.I.A.E.P.A.) de la région de Lusignan à prélever des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir d'un forage à l'infratoarcien de *La Forêt*, situé sur le territoire de la commune de Curzay-sur-Vonne et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

**Le Préfet de la région "Poitou-Charentes", Préfet de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4 ; L.1312-1 et L.1312-2 ; L.1321-1 à L.1321-10 ; L.1324-1 à L.1324-5 ; R.1312-1 à R.1312-7 ; R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU la directive 98/83/CE du conseil européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU la directive 2006/118/CE du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier sur l'eau ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) 2010/2015 du bassin Adour-Garonne adopté par le comité de bassin le 16 novembre 2009 et approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/ARS/VSEM/29 en date du 1^{er} juin 2010 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine dans le département de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU les études préalables hydrogéologiques et environnementales et le document d'incidences de juillet 2007 ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, du 10 mars 2008 ;

VU l'avis de la commission des captages du 26 juin 2008 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du comité syndical en date du 18 juin 2009 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines à partir du captage à l'infratoarcien de « *La Forêt* » (commune de Curzay-sur-Vonne) avec l'engagement d'indemniser les usagers des dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été occasionnés, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ces captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-D2/B3-268 du 5 octobre 2009 prescrivant l'ouverture du jeudi 12 novembre 2009 au vendredi 27 novembre 2009, sur la commune de Curzay-sur-Vonne, des enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de :
 - la dérivation des eaux souterraines ;
 - l'exploitation et la distribution d'eau à usage des populations humaines ;
 - l'établissement des périmètres de protection et des servitudes afférentes ;
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;
- relative à la demande d'autorisation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine, au titre de la loi sur l'eau.

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 24 juin 2010 ;

CONSIDERANT que ce captage est nécessaire à l'alimentation en eau potable du S.I.A.E.P.A. de Lusignan ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du S.I.A.E.P.A. de Lusignan sont justifiés ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur général de l'ARS Poitou-Charentes ;

A R R E T E

Article 1^{er}

Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines à partir du forage à l'infratoarcien de « **La Forêt** » (code BSS : 05895X0017) situé sur la commune de Curzay-sur-Vonne (Vienne) à environ 1,8 km au Nord du bourg.

Sa localisation selon les points de coordonnées Lambert (zone II) et l'altitude NGF sont les suivantes :

$$X = 424,600 \text{ km} \qquad Y = 2\,170,070 \text{ km} \qquad Z_{EPD} = + 156 \text{ m}$$

Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P.A. de Lusignan relatifs :

- au captage à l'infratoarcien de "**La Forêt**" ;
- à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
- à la création de périmètres de protection et l'institution des servitudes afférentes.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

Article 2

Le S.I.A.E.P.A. de Lusignan est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines situées dans la nappe aquifère captive infratoarcienne, par le forage de "**La Forêt**", situé sur le territoire de la commune de Curzay-sur-Vonne dans la Vienne.

Article 3

Les volumes prélevés ne pourront pas excéder **60 m³/h** et **1200 m³/j** soit 20 h de pompage au maximum par jour.

Ces débits pourront être réduits à la demande du service de la police l'eau.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

Article 4

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent pas dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

Article 5

Il a été établi des périmètres de protection dans les limites indiquées figurant sur les cartes et plans joints au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que dans l'annexe de cet arrêté sur une carte au 1/25000^{ème}.

Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n° 368 de la section B, d'une superficie globale de 0 ha 55 a 77, au lieu-dit « Le Gros Chêne » sur la commune de Curzay sur Vonne.

Le terrain qui doit être protégé contre le ruissellement des eaux extérieures est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos par un grillage d'au moins deux mètres de hauteur et d'un portail d'accès équipé d'un dispositif de verrouillage. Un système anti-intrusion doit être installé sur l'accès au bâtiment d'exploitation et au captage. La tête de l'ouvrage sera étanchéifiée pour empêcher les infiltrations d'eaux superficielles.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement entretenu.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

Le fossé collecteur étanche existant et longeant le chemin communal le long du périmètre de protection immédiate doit être nettoyé et curé régulièrement (au moins une fois par an).

5.2 – Périmètre de protection rapprochée :

D'une superficie de **26 hectares** environ, l'emprise du périmètre de protection rapprochée est limitée compte tenu de la bonne protection naturelle de la nappe aquifère infratoarcienne.

5.2.1- Activités interdites :

Elles concernent les activités suivantes qui sont résumées dans le tableau des prescriptions en annexe. Les rubriques interdites portent sur :

1 - La création de forages ou de puits autres que pour l'AEP. (Alimentation en Eau Potable).

5 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tout produit ou matière susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

5.2.2- Sont soumis à une réglementation spécifique :

Rubriques	Activités	Réglementation spécifique
2	<i>L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières</i>	Aucune excavation ne devra atteindre les marnes du Toarcien. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ne pourront être envisagées que dans les formations superficielles ou dans le supertoarcien.
3	<i>L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P., à l'effacement des réseaux aériens ou à l'assainissement autonome</i>	Aucune excavation ne devra atteindre les marnes du Toarcien. Les travaux ne devront pas générer de pollution des eaux superficielles et souterraines.
4	<i>Le remblaiement d'excavations, de carrières ou de gravières existantes.</i>	Le rebouchage des tranchées autorisées devra être réalisé avec des matériaux inertes et non solubles, dans un délai de deux ans maximum après la signature de l'arrêté préfectoral.
6	<i>L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau</i>	Le radier des constructions superficielles ou souterraines ne devra pas atteindre les marnes toarciennes.
7	<i>L'implantation d'ouvrages collectifs de transport ou de traitement d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.</i>	Les ouvrages de transport devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel est le cas, ils devront être étanches et leur étanchéité contrôlée tous les 3 ans.
8	<i>L'infiltration des eaux pluviales</i>	Les eaux pluviales, même traitées ne peuvent être infiltrées au-delà des marnes toarciennes.

5.2.3 Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

D'une superficie de **2980 hectares** environ, le périmètre de protection éloignée correspond au bassin versant hydrogéologique. Il n'a pas été proposé de prescription spécifique et c'est la réglementation générale qui s'applique.

Une vigilance particulière doit cependant être maintenue vis-à-vis de :

- La création ou la mise en exploitation de tout nouveau point d'eau (y compris les forages de reconnaissance) ;
- L'installation de décharges, ouverture de carrière et d'excavations atteignant les marnes toarciennes ;
- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques ;

Article 6

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 7

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre en conformité avec les prescriptions citées à l'article 5 et le cas échéant, avec toutes dispositions législatives et réglementaires relevant de la réglementation générale, notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

Article 8 : sanctions

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les codes de l'environnement et de la santé, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

SECTION III – RESEAU DE CONTROLE

Article 9

Une surveillance analytique renforcée (au minimum tous les 2 mois) de la qualité des eaux brutes concernant les teneurs en fer et en fluor devra être intégrée dans le contrôle sanitaire réglementaire des eaux. Cette surveillance portera également sur les eaux traitées vis-à-vis des teneurs en fer, nitrates et fluor après mélange avec celles du captage au supratoarcien.

Des robinets d'eau brute et d'eau traitée, facilement accessibles et étiquetés devront être installés par l'exploitant après avis du service chargé du contrôle sanitaire des eaux.

SECTION IV – DISTRIBUTION DES EAUX

Article 10

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous la surveillance du service chargé du contrôle sanitaire des eaux.

Les eaux trop ferrugineuses et fluorées devront faire l'objet d'une déferrisation puis d'un mélange avec celles du captage au supratoarcien dépourvues de fluor (mais trop nitratées) et subir une étape de désinfection finale avant distribution sur réseau.

Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Préfet ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

SECTION V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 : information des tiers

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Curzay sur Vonne et un extrait sera affiché en mairie pendant un mois minimum afin d'être consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à l'Agence Régionale de la Santé Poitou-Charentes – Délégation territoriale de la Vienne – 4 rue Micheline Ostermeyer BP 20570 - 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Article 12 : mise à jour du plan local d'urbanisme

Les servitudes instaurées dans le périmètre de protection rapprochée du point d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal : 1 an).

Article 13 : recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 14 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du S.I.A.E.P.A. de Lusignan, le maire de la commune de Curzay sur Vonne, le directeur départemental des Territoires, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le **21 JUIL. 2010**

P/le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vienne,



Jean-Philippe SETBON

TABLEAU DES PRESCRIPTIONS		Protection rapprochée		Protection éloignée
N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		X	
3	L'ouverture d'excavations autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P., à l'effacement des réseaux aériens ou à l'assainissement autonome		X	
4	Le remblaiement d'excavations, de carrières ou de gravières existantes		X	
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X	
7	L'implantation d'ouvrages collectifs de transport ou de traitement d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.		X	
8	L'infiltration des eaux pluviales		X	
9	L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestiques			
10	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux, susceptibles de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux, autres que ceux de la rubrique 7, hors desserte locale			
11	Les installations de stockage, à usage domestique, d'hydrocarbures liquides ou tous autres produits chimiques susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			
12	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 11, 13 et 14 et celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau			
13	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques			
14	Le stockage de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et le stockage de matières fermentescibles destinés à l'alimentation du bétail			
15	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			
16	L'épandage de produits ou substances autres que ceux de la rubrique 17, ainsi que l'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			
17	L'épandage ou l'infiltration de déjections animales de siccité inférieure à 20 % (purin et lisier de bovin, lisier de porcins) ou riches en phosphore (fumier de volailles de chair, fientes et fumier de poules pondeuses, fumier et lisier de canards, lisier de lapins), de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux d'origine industrielle			
18	La création d'étables, de stabulations libres ou de tout élevage hors-sol ou de plein air			
19	Le pacage des animaux			
20	L'installation d'abreuvoirs, des points d'affouragement ou d'abris destinés au bétail			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien			
22	La création d'étangs ou de retenues			
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			
24	La construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
25	Le drainage des sols			
26	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques			

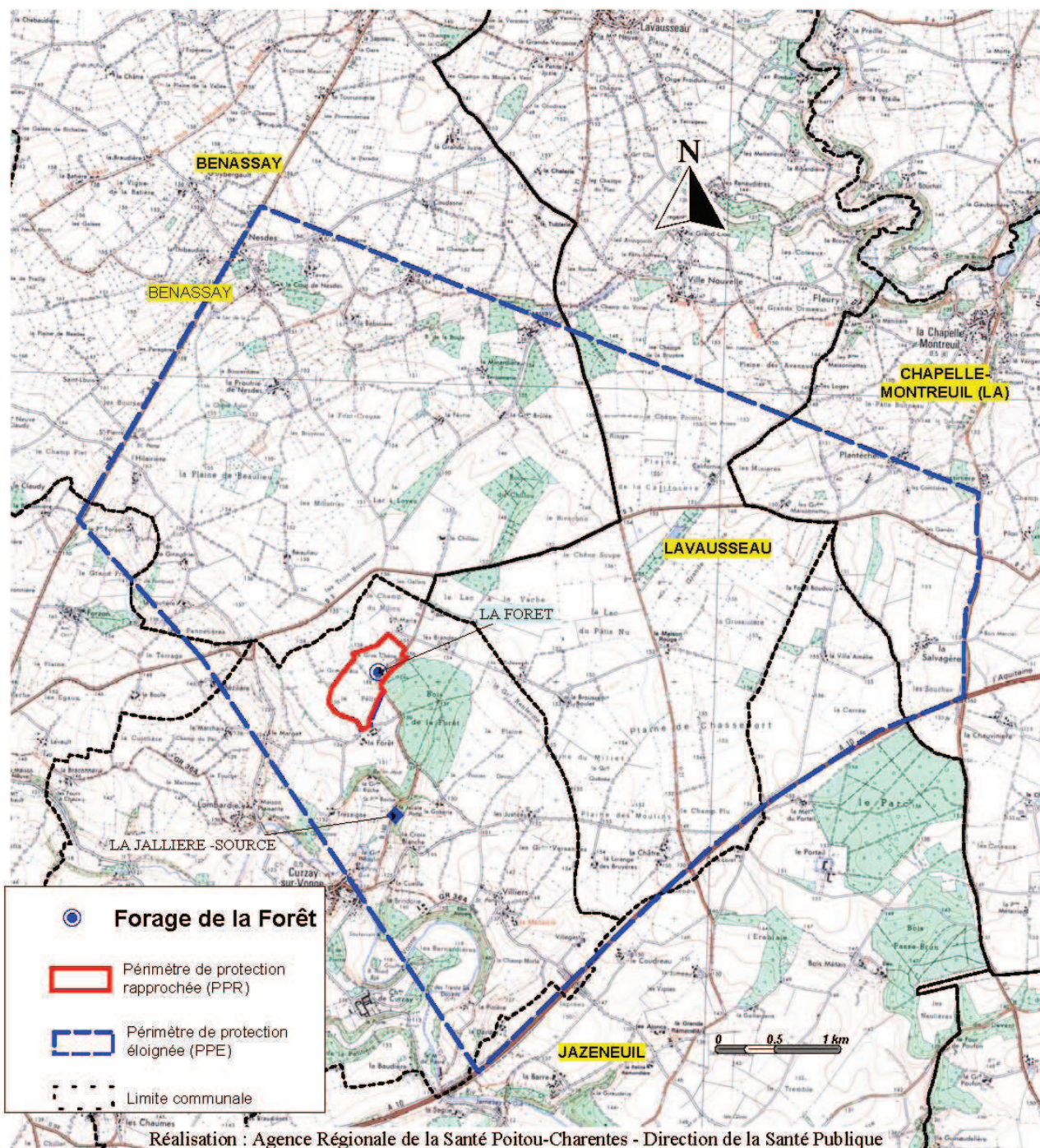
NB : En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique



Commune de Curzay-sur-Vonne

Périmètres de protection du captage infra-toarcien de la Forêt

Maître d'ouvrage et exploitant : SIAEPA DE LUSIGNAN



Réalisation : Agence Régionale de la Santé Poitou-Charentes - Direction de la Santé Publique
Vigilances et Sécurité de l'Environnement et des Milieux de la Vienne (juin 2010)